

SOSLM316/2

632-1

(1939)

Préparation du budget d'exploitation de 1940.

Report de la date limite de	présentation au M.des T.P.		
	C.D.	26. 9.39	7 II
Lettre S.N.C.F. au M.des T.P.		26. 9.39	
Dépêche du M.des T.P. à S.N.C.F.		7.10.39	
	C.D.	17.10.39	22
(s)	C.D.	24.10.39	21 V
	C.A.	25.10.39	

25 octobre 1939

QUESTION VI - Ajournement de la
présentation du Budget de l'exercice
1940.

p. 15

M. LE PRESIDENT rappelle que l'article 18 de la Convention du 31 août 1937 dispose que "chaque année, avant le 1^{er} novembre, le Conseil d'Administration arrêtera le budget de l'exercice suivant".

En raison des circonstances, il a été nécessaire de revoir toutes les prévisions faites et de transformer le budget de temps de paix en budget de temps de guerre, en prévoyant des mesures spéciales pour la comptabilisation des dépenses propres à la guerre.

Dans ces conditions, il aurait été impossible d'adresser avant le 1^{er} novembre au Ministre des Travaux Publics des estimations présentant des garanties suffisantes.

M. LE PRESIDENT informe le Conseil que, par lettre en date du 26 septembre 1939, il a demandé au Ministre des Travaux Publics d'autoriser une dérogation exceptionnelle à la règle posée par la Convention, en reculant d'un mois la date limite du 1^{er} novembre.

Par dépêche en date du 7 octobre 1939, le Ministre des Travaux Publics a donné son accord.

Le Conseil prend acte de cette communication.

D'autre part, M. LE PRESIDENT propose au Conseil d'adopter,

pour l'examen du projet de budget de l'exercice 1940, la même procédure que pour l'examen du projet de budget de l'exercice 1939, c'est-à-dire de confier l'étude des différents postes de ce budget à des Sous-Commissions comprenant, en principe, trois membres représentant chacun une des trois grandes catégories des Membres du Conseil : Représentants de l'Etat, des Compagnies et du Personnel.

En confiant l'examen des différents postes du Budget aux mêmes Sous-Commissions que l'an dernier, le travail pourra être mené plus facilement et plus rapidement à bien et la lourde tâche des Services en sera elle-même allégée.

Encore est-il nécessaire de remplacer ceux des membres de ces Sous-Commissions qui ne sont plus Membres du Conseil ou qui sont mobilisés et, par suite, empêchés de se charger de ce travail.

Dans ces conditions, M. LE PRESIDENT a été amené à modifier ainsi qu'il suit la composition de ces Sous-Commissions, qu'il demande au Conseil de bien vouloir ratifier.

I - Recettes d'exploitation : M. GRIMPRET (en remplacement de M. René MAYER)

II - Dépenses d'Exploitation :

Chapitre 1 - Administration générale et dépenses générales

a) Caisses de retraites, de secours et de prévoyance, secours et allocations diverses, service médical : M.M. GRUNEBaum-BALLIN, GOY (en remplacement de M. GETTEN) et LIAUD.

b) Administration générale. Contributions : M.M. BOUFFANDEAU et FREDault.

Chapitre 2 - Exploitation : M.M. JACQUET, de TARDE (en remplacement de M. MOREAU-NERET) et TOUTEE.

Chapitre 3 - Matériel et Traction : M.M. CRESCENT, DEVINAT et BLUM-PICARD (en remplacement de M. GALLIOT)

Chapitre 4 - Voie : M.M. ARON, TIRARD et OURADOU (en remplacement de M. JARRIGION).

Chapitre 5 - Dépenses diverses : M.M. BOUFFANDEAU et FREDault.

Chapitre 6 - Fonds de renouvellement et travaux complémentaires : M.M. GRIMPRET (en remplacement de M. René MAYER), TIRARD et JACQUET.

Chapitre 7 - Charges : M. GOY.

M. LE PRESIDENT remercie M.M. les Membres du Conseil qui veulent bien se charger du travail préparatoire à l'établissement du budget. Il demande si quelqu'un a des observations à présenter sur ces propositions.

A l'unanimité, le Conseil les ratifie.

M. LE PRESIDENT déclare qu'en principe l'examen du projet de budget de l'exercice 1940 sera porté à l'ordre du jour de la prochaine séance du Conseil fixée au mercredi 29 novembre à 9 heures 30. S'il était nécessaire, le Conseil pourrait tenir deux séances dans la même journée.

SOCIETE NATIONALE DE CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 25 octobre 1939

VI - Ajournement de la présentation du budget
de l'exercice 1940 (Compte rendu).

24 octobre 1939

QU. V - Comptes rendus et communications
à présenter au Conseil d'Administra-
tion dans sa séance du 25 octobre 1939.

P.V. COURT

M. LE PRESIDENT résume les différents comptes rendus et communications qui seront présentés au Conseil d'Administration dans sa séance du lendemain.

STENO p. 21

M. LE PRESIDENT - A l'ordre du jour de la séance du Conseil de demain figurent un certain nombre de comptes rendus et de communications.

5°) Ajournement de la présentation du budget de l'exercice 1940.

J'ai également l'intention de tenir le Conseil au courant de la décision prise par le Comité de demander au Ministre l'ajournement, du 1er novembre au 1er décembre, de la présentation du budget d'exploitation de l'exercice 1940 et de l'accord qui nous a été donné par le Ministre.

17 octobre 1939

Budget d'exploitation pour
l'exercice 1940.-

Pas de P.V. COURT

STENO p. 22

M. LE PRESIDENT - Nous allons procéder prochainement à l'examen du projet de budget d'exploitation pour l'exercice 1940. J'ai l'intention de proposer au Conseil d'Administration, dans sa prochaine séance, de confier l'examen des différents postes de ce budget aux mêmes Rapporteurs ou Sous-Commissions qui avaient été désignés pour l'examen du budget de 1939.

M. LE BESNERAIS - Les Services seront à la disposition de chacune de ces Commissions pour leur donner les explications nécessaires.

- 170 -

Ministère
des Travaux Publics

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports.

1^{er} bureau

Paris, le 7 Octobre 1939

LE MINISTRE

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer.

Cette lettre {
a été distribuée }.
le 2 octobre 1939.

En réponse à votre lettre n° 631/5 du 26 Septembre 1939, j'ai l'honneur de vous informer que je vous autorise à déroger, pour cette année, à la règle posée par l'article 18 de la Convention du 31 août 1937, en reculant d'un mois la date à laquelle le Conseil d'Administration de la Société Nationale des Chemins de fer arrêtera le budget de l'exercice 1940. Cette date sera donc exceptionnellement reportée au 1^{er} Décembre et vos propositions me seront aussitôt remises.

Le Ministre des Travaux Publics
A. de MONZIE.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

26 septembre 1939

D.631/5

Monsieur le Ministre,

L'article 18 de la Convention du 31 août 1937 dispose que: "chaque année, avant le 1^{er} novembre, le Conseil d'Administration (de la S.N.C.F.) arrêtera le budget de l'exercice "suivant".

Nos dispositions étaient prises, avant la mobilisation, pour vous présenter en temps voulu le budget de 1940, comme nous l'avons fait l'an dernier pour le budget de 1939.

Mais les circonstances nous obligent à revoir toutes nos prévisions, à transformer notre budget de temps de paix en budget de temps de guerre et à prévoir des mesures spéciales pour l'inscription en comptabilité de dépenses propres à la guerre. Nous ne pourrions vous adresser, avant le 1^{er} novembre, que des estimations sans valeur.

Nous croyons nécessaire, Monsieur le Ministre, de vous demander l'autorisation de déroger pour cette année à la règle posée par la Convention en reculant d'un mois la date limite du 1^{er} novembre. Le Conseil d'Administration de la S.N.C.F. arrêterait le budget de l'exercice 1940 avant le 1^{er} décembre et nos propositions vous seraient aussitôt remises.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration
Signé: GUINAND

Monsieur le Ministre des Travaux Publics,
244, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VII^e)

26 septembre 1939

QU. II - Comptes rendus hebdomadaires

Pas de P.V. COURT

STENO p. 7

Ajournement de la présentation
du budget 1940.-

M. LE PRESIDENT - L'incertitude où nous sommes encore de l'évolution probable du trafic m'amène à dire au Comité de Direction que j'ai envisagé, en accord avec le Directeur Général, de demander au Ministre des Travaux Publics de nous donner un délai supplémentaire d'un mois pour la présentation du budget de l'exercice 1940. Vous savez que nous devons, en vertu de l'article 41 de la Convention, le présenter avant le 1er novembre.

Je crois qu'il serait impossible de présenter à cette date un budget reposant sur des éléments offrant une garantie suffisante. J'ai donc l'intention, si vous êtes d'accord avec nous, d'écrire au Ministre pour lui demander de m'autoriser à présenter le budget pour le 1er décembre seulement.

.....

M. GOY - Je crois qu'il serait même préférable de demander à ne le présenter que ^{pour} le 1^{er} janvier. Cela nous évitera une nouvelle demande d'ajournement.

M. LE PRESIDENT - L'avis de M. le Commissaire du Gouvernement nous serait précieux sur cette question.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT - Le budget de la S.N.C.F. me paraît très difficile à élaborer à l'avance dans la période que nous traversons.

M. BERTHELOT - Il est cependant nécessaire de faire certaines prévisions.

M. LE BRESNAIS - Je pense qu'il serait possible de ^{pour le} présenter ~~xxx~~ 1^{er} janvier 1940 un projet de budget établi sur des bases suffisamment solides, sous réserve, bien entendu, que des événements imprévus ne viennent pas bouleverser nos prévisions.

M. LE PRESIDENT - La date du 1^{er} décembre nous avait paru préférable, parce que, si le vote d'une subvention est nécessaire, elle devra être inscrite dans la loi de finances et que celle-ci, si elle est soumise au Parlement, le sera normalement avant le 31 décembre 1939.

Dans ces conditions, je crois que nous sommes d'accord pour envoyer une lettre au Ministre en lui demandant de nous autoriser à présenter le budget d'exploitation de la S.N.C.F. ^{pour} le 1^{er} décembre 1939. Ce n'est que si nous ne pouvons respecter ce délai, que nous demanderons ensuite un délai supplémentaire d'un mois.